



# LE CHANGEMENT DE PRÉNOM

## LES FONDAMENTAUX DE L'ÉTAT CIVIL

---

**JANVIER**  
**2021**

**CNFT Poitou-Charentes**  
**Intervenant : Carole PÉROCHAIN**



# Le changement de prénom UNE COMPÉTENCE RÉCENTE



# Le changement de prénom

## Une procédure déjudiciarisée confiée aux mairies en 2016

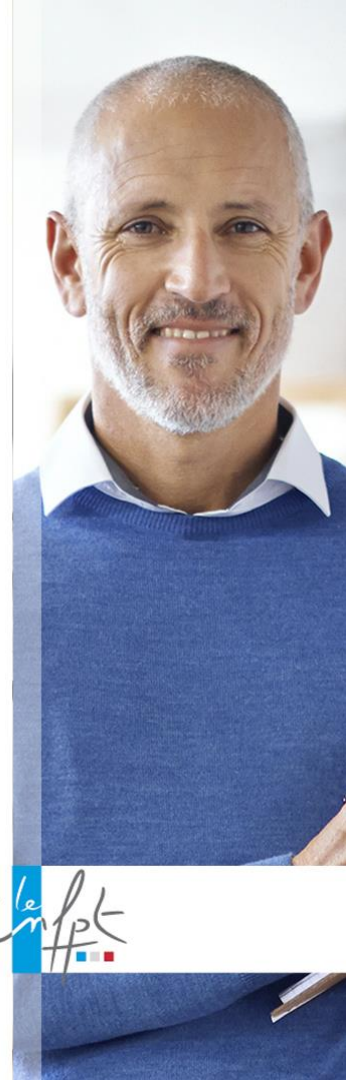
- La loi n° 2016-1547 de modernisation de la Justice du XXI<sup>e</sup> siècle du 18 novembre 2016 a transféré vers les mairies la procédure de changement de prénom jusque-là du domaine du juge aux affaires familiales.
- Auparavant cette démarche relevait de la compétence du juge aux affaires familiales,
- Sa circulaire d'application du 17 février 2017 est venue en préciser la mise en pratique.



# Le changement de prénom

## PRINCIPE

## JURIDIQUE



# Le changement de prénom

## Pour qui ? Pour quoi ? Comment ?

- Toute personne qui a un intérêt légitime peut demander à changer de prénom(s).
- Les modifications, adjonctions ou suppression d'un ou plusieurs prénoms, de même que le changement de l'ordre des prénoms sont également possibles.
- Elle doit pour cela s'adresser
  - à la mairie de son domicile
  - à la mairie de son lieu de naissance.

Cette double possibilité de lieux de dépôt permet de faciliter la démarche de l'intéressé en lui évitant des déplacements parfois longs et coûteux.



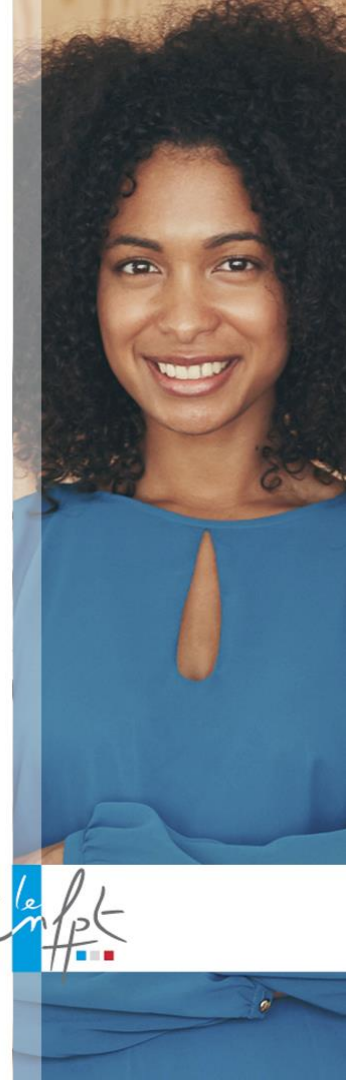
# Le changement de prénom

## Pour qui ? Pour quoi ? Comment ?

- Sont également compétents :
  - Le service central de l'état-civil du ministère des affaires étrangères, pour les actes de naissance détenus par ce service
  - L'Office Français Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA) pour les certificats tenant lieu d'actes d'état-civil qu'il a établi pour les réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire

# Le changement de prénom LE RÔLE DE L'OEC

JANVIER 2021



# Le changement de prénom

## LE RÔLE DE L'OFFICIER DE L'ÉTAT-CIVIL

- L'officier de l'état-civil est chargé d'apprécier si la demande de modification, de suppression ou d'adjonction de prénom(s) est conforme à l'intérêt légitime de la personne concernée.
  - En cas de contrariété à cet intérêt légitime, il devra, sans délai, saisir le procureur de la République.
  - Si à son tour, le procureur de la République s'opposait à la demande, il reviendrait au(x) concerné(s) de saisir le juge aux affaires familiales.



# Le changement de prénom LA PROCÉDURE



# Le changement de prénom

## LA DEMANDE

- Pour être recevable, la demande (ou le dossier) doit être déposée en main propre à l'officier d'état civil concerné.
- Toute demande effectuée par courrier, fax ou courriel doit être refusée.
- Si la demande concerne un mineur ou un majeur sous tutelle, ce sont les représentants légaux qui doivent effectuer le dépôt du dossier aux noms des personnes concernées.



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

### POUR LES PERSONNES DE NATIONALITÉ FRANCAISE

Un certain nombre de documents sont nécessaires afin de permettre à l'officier d'état civil de traiter le dossier :

- Formulaire type de demande approprié à la situation de l'intéressé :
  - majeur,
  - majeur sous tutelle,
  - mineur de moins de 13 ans
  - et mineur de 13 ans ou plus ;



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

- copie intégrale de l'acte de naissance de l'intéressé(e) datant de moins de 3 mois ;
- Pièce d'identité de l'intéressé(e) en cours de validité
  - Il est entendu par pièce d'identité, tous documents délivrés
    - par une administration publique
    - comportant ses nom et prénom(s), date et lieu de naissance, sa photographie et sa signature ainsi que l'identification de l'autorité qui a établi le document ;



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

- Justificatif de domicile récent (vérification de la compétence de l'OEC)
  - Si l'intéressé est hébergé, il devra fournir un justificatif de domicile au nom de ce tiers ainsi qu'une attestation sur l'honneur de ce dernier indiquant que l'intéressé y a bien sa résidence effective ;
- Tous documents permettant de justifier de l'intérêt légitime de la demande
  - ex : pièces relatives à l'enfance ou la scolarité de l'intéressé, à sa vie professionnelle ou administrative ou encore à sa vie personnelle, etc...
  - La circulaire précise un certain nombre d'exemples pouvant guider l'OEC



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

- Des pièces supplémentaires sont nécessaires dans certains cas :
  - pour l'enfant mineur :
    - les pièces d'identité en cours de validité des représentants légaux sont nécessaires
    - et s'il a 13 ans ou plus, son consentement écrit (soit sur feuille libre, soit par sa signature sur le formulaire type) est exigé ;
  - en ce qui concerne le majeur sous tutelle :
    - outre la pièce d'identité en cours de validité du tuteur,
    - une copie de la décision du juge des tutelles ou de la cour d'appel ayant désigné le tuteur comme représentant légal de l'intéressé doit être présentée.



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

### POUR LES PERSONNES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE

- Attention : une restriction existe lorsque la demande émane d'un ressortissant étranger qui possède exclusivement la nationalité d'un des États suivants :  
Autriche, Espagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Allemagne et Turquie.
- Dans ce cas, l'officier d'état civil doit refuser de recevoir le dossier.



# Le changement de prénom

## LA CONSTITUTION DU DOSSIER

### POUR LES PERSONNES DE NATIONALITÉ ÉTRANGÈRE

- L'intéressé doit fournir, en plus des documents prévus pour un ressortissant français, les pièces suivantes :
  - copie intégrale de l'acte de naissance datant de moins de 6 mois
    - éventuellement légalisé ou apostillé, accompagné de sa traduction par un traducteur assermenté auprès d'une cour d'appel ou de la cour de cassation ;
  - justificatif de sa nationalité ;
  - certificat de coutume faisant état des dispositions étrangères applicables au prénom et à la procédure de changement de prénom





# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- La difficulté réside dans le fait de savoir quels sont les motifs qui peuvent être retenus comme présentant un caractère légitime.
- Pour cela, la circulaire du 17 février 2017 vient lister de manière non exhaustive certaines situations issues de la jurisprudence et qui ont été retenues par les tribunaux car répondant à des critères de légitimité :
  - usage prolongé d'un prénom autre que celui figurant à l'état civil ;
  - intégration sociale au moyen d'un prénom français ;
  - suppression d'un prénom jugé ridicule ;
  - association prénom/nom de famille jugée ridicule ;



# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- difficultés liées au port d'un prénom français non reconnu par certains états civils étrangers ;
- adjonction ou suppression d'un tiret entre deux prénoms suite à un usage prolongé ;
- retour à son prénom d'origine lorsque sa suppression n'a pas résulté de la volonté individuelle du demandeur (ex : modification du prénom dans le cadre d'une adoption) ;
- retour au prénom d'origine après adoption d'un prénom français suite à naturalisation ;
- perpétuation d'une coutume familiale ou respect des origines personnelles du demandeur ;
- transsexualisme du demandeur.



# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- Dans tous les cas, l'officier d'état civil est appelé à exiger la production d'un maximum de documents qui lui permettront de vérifier le bien-fondé de la demande et l'aideront à prendre sa décision.
- Il peut également auditionner l'intéressé(e) s'il l'estime nécessaire.

# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

Deux situations peuvent alors se présenter :

- L'officier d'état civil autorise le changement de prénom
  - Il en informe l'intéressé
  - Il porte la décision sur le registre des naissances à la suite des actes déjà établis
  - Il envoie également les avis de mentions aux différentes mairies dépositaires des actes de l'état civil devant être mis à jour
- Les libellés de ces mentions sont prévus à l'annexe 12 de la circulaire du 17 février 2017 ;



# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- L'officier d'état civil estime que la demande ne revêt pas un caractère légitime
  - Il saisit le procureur de la République
  - Il en informe l'intéressé



# Le changement de prénom

## LE TRAITEMENT DE LA DEMANDE

- Après examen du dossier, le procureur a deux possibilités :
  - soit il ne s'oppose pas à la demande, et il donnera les instructions nécessaires à l'officier d'état civil pour que la décision soit portée sur le registre d'état civil ;
  - soit il s'oppose au changement de prénom et il notifiera à l'intéressé sa décision motivée par tous moyens. Ce dernier pourra déposer un recours auprès du juge aux affaires familiales dans le cadre d'une procédure contentieuse, c'est-à-dire nécessitant la présence d'un avocat.

